

Tommaso Padoa-Schioppa (1940-2011)

L'Italie, l'Europe viennent de perdre un esprit éminent, un grand économiste, un grand financier, un homme politique de premier plan tant pour son pays que pour l'Europe entière. Nos lecteurs le connaissaient bien, depuis de nombreuses années il a enrichi notre revue par les profonds articles qu'il y a publiés. Européen convaincu, il a joué un grand rôle comme membre du premier Conseil d'administration de la Banque centrale européenne. Il avait été, auparavant, Directeur général pour les affaires économiques et financières de la Commission à Bruxelles. Ancien dirigeant de la Banque centrale italienne, il a été un des artisans de la modernisation de son pays et comme les autres grandes personnalités issues de cette prestigieuse institution, il a montré que ses talents de financier, de réformateur et de banquier étaient d'une grande utilité, tant au Fonds monétaire international qu'en Europe. À un moment crucial, de 2006 à 2008, il est devenu ministre des Finances à Rome. À Paris, où il vivait désormais, il avait succédé à Jacques Delors à la tête de l'organisme Notre Europe qui poursuit l'œuvre de réflexion et de proposition entreprise par Jean Monnet. C'est tout naturellement à Jacques Delors que nous avons demandé de célébrer sa mémoire dans nos colonnes. Avec lui nous pleurons un ami, un de nos frères italiens qui dans la lignée d'Altiero Spinelli ont tant contribué à servir notre idéal commun, celui de la Fédération européenne.

J.-C. C.

La pensée et l'action de Tommaso Padoa-Schioppa

JACQUES DELORS

La pensée et l'action. Telle est la réflexion première qui me vient à l'esprit lorsque j'évoque Tommaso Padoa-Schioppa.

La pensée est assise sur une culture exceptionnelle allant de l'histoire à l'économie, sans oublier la science politique et donc l'art de gouverner et les exigences démocratiques.

Tommaso fut aussi un disciple d'Altiero Spinelli, auteur en janvier 1941, avec deux amis, du *Manifeste pour une Europe libre et unie*, conçue et écrite lors de son incarcération au pénitencier de Ventotene.

Il lui rendit, plus tard, un juste hommage et s'exprima en ces termes sur l'idée fédéraliste :

« S'il y aura ou non un jour une fédération européenne, il ne nous est pas donné de le savoir. Nous savons seulement que cela est souhaitable, que le futur est ouvert, que l'union politique de l'Europe est possible, que sa réalisation dépend aussi de nous, et que sans elle notre démocratie restera inachevée. »

J'ajoute qu'Altiero Spinelli, membre de la Commission européenne, puis député européen, exerça une grande influence sur ses collègues et sur le cours de la construction européenne. Bien sûr, il critiqua l'Acte unique, le traité adopté en 1985-1987 par la Communauté européenne, pour l'insuffisance du saut politique et institutionnel. Je lui répondis, en tant que président de la Commission, en soulignant le nécessaire pragmatisme et les pas en avant accomplis. J'ai ajouté que son projet de traité européen de 1984 m'avait largement influencé et aidé dans cette relance de la construction européenne.

Tommaso Padoa-Schioppa, sans rien abandonner de son idéal fédéraliste, s'appuya sur l'Acte unique pour aller plus loin, c'est-à-dire vers la monnaie unique.

Son action fut importante, comme en témoigne son travail à la tête de la direction générale des Affaires européennes de la

Commission européenne (1979-1983) ou en tant que conseiller, producteur de textes décisifs au bon moment et comme co-rapporteur du comité Delors sur l'Union économique et monétaire (UEM) (1988-1989).

À l'issue de cette tâche, il poursuivit son travail de conseil auprès des autorités italiennes, avec une influence certaine sur la fixation de la date de création effective de l'euro (1999).

Il était autant occupé à réfléchir sur la monnaie européenne que sur l'organisation monétaire mondiale. Et il ne cessa jamais, jusqu'à son décès, de travailler sur ces deux fronts.

Mes relations avec Tommaso Padoa-Schioppa furent régulières dès 1979. Nos conversations portaient sur les moyens de relancer la construction européenne, alors que la Communauté végétait sur le plan économique comme sur le plan politique.

Mais, à l'instar du Petit Poucet, un caillou blanc avait été posé sur la route avec la création du Système monétaire européen (SME). Celui-ci fut l'objet de toute notre attention, pour lui comme responsable des affaires économiques et monétaires à la Commission, pour moi comme président de la Commission économique et monétaire au Parlement européen (1979-1981), puis comme ministre français de l'Économie et des Finances (1981-1984). Le commissaire responsable, François-Xavier Ortoli, et Tommaso Padoa-Schioppa furent vigilants et contribuèrent, à leur manière, à ce que la France restât fidèle à l'idéal européen et donc au SME.

L'adoption en 1985 de l'objectif 1992 pour la réalisation effective du marché unique élevait le niveau d'exigence pour tous les responsables. C'est pour étayer la conviction des uns et apaiser les craintes des autres que je demandai à Tommaso Padoa-Schioppa de réfléchir, avec un groupe d'experts, aux conditions de réussite de cette relance européenne.

Dans son rapport intitulé *Efficacité – Stabilité – Équité* (¹), Tommaso formula quatre propositions principales que je schématiserai ainsi comme des éléments d'une stratégie d'ensemble :

- Exécution du programme d'achèvement du marché intérieur, puissant stimulant pour la croissance et l'innovation ;
- Coordination renforcée des politiques nationales au sein du SME afin de poursuivre le processus de désinflation et de permettre la libération complète des mouvements de capitaux ;
- Solidarité par l'effet de redistribution budgétaire et des instruments de prêts, ce qui allait aboutir à la création d'un pilier essentiel de notre Communauté : la cohésion économique et sociale ;
- Adoption par le Conseil européen d'une « Stratégie de coopération pour la croissance », sans doute, on le vérifie encore aujourd'hui, la dimension la plus difficile à réaliser.

Ainsi, le mouvement était lancé pour un développement de l'intégration européenne, sous la forme d'un « engrenage » (*spill over effect*).

La conjoncture économique et le climat politique s'améliorèrent, il était donc possible d'envisager une étape nouvelle. Ce fut la décision du Conseil européen de Hanovre (1988) de créer un comité chargé d'étudier comment concevoir et réaliser une union économique et monétaire. Tommaso Padoa-Schioppa en fut nommé corapporteur avec Gunther Baer. Leur rôle fut déterminant, alors que les débats furent difficiles, voire houleux au sein du comité. Mais, après beaucoup d'échanges, le rapport fut adopté à l'unanimité et consacré par le Conseil européen de 1989.

Durant toutes ces années, Tommaso Padoa-Schioppa continuait son travail de réflexion et d'influence dans les domaines financier et bancaire.

Deux expériences exceptionnelles lui fournirent l'opportunité de réfléchir et d'agir. Tout d'abord, comme membre du directoire de la Banque centrale (1998-2005), puis comme ministre de l'Économie et des Finances du gouvernement Prodi (mai 2006-mai 2008).

(1) *Efficacité, Stabilité, Équité*, Economica, 1987.

(2) Tommaso Padoa-Schioppa, *Contre la courte vue*, Odile Jacob, 2009.

Durant cette dernière mission, et face à un contexte politique particulièrement difficile, Tommaso Padoa-Schioppa ne trahit jamais ses convictions. Il mena une action qui contribua à l'assainissement des dépenses publiques, à l'amélioration des recettes et au final à introduire plus de stabilité financière, et donc plus de possibilités pour une croissance saine.

Ainsi, cet homme de culture, à la pensée claire et originale, subit avec succès, selon moi, le redoutable test de confrontation avec les réalités. Le fédéraliste convaincu n'abandonne jamais son idéal pour agir concrètement. C'est pour ses amis un motif supplémentaire d'estime et d'admiration.

Ces dernières années, il se conduisit littéralement en Hercule de l'action : présent dans tous les débats internationaux et européens, conseiller en organisation des entreprises, conseiller du Premier ministre de la Grèce, aux prises avec les défis de l'endettement. Au surplus, nous lui avions confié, depuis 2006, la présidence du *think tank* « Notre Europe » créé en 1996 pour nourrir les débats autour de la construction européenne.

Il a porté « Notre Europe » à un haut niveau de reconnaissance internationale, à la fois par la promotion des études de notre groupement et par ses interventions personnelles.

Pour aller à l'essentiel, je distinguerai, tout d'abord, son ouvrage publié en France, sous le titre *Contre la courte vue* (²). Il reprenait ses positions fondamentales sur la nécessité d'en-cadrer l'ouverture des échanges et le marché par une charpente de règles et d'actions gouvernementales.

Tommaso Padoa-Schioppa pensait que la racine la plus profonde de la crise actuelle est à chercher dans la courte vue, « celle qui, comme disait Dante, ne va pas au-delà d'un enjeu, le raccourcissement de l'horizon temporel des marchés, des gouvernements, de la communication, des entreprises et même de personnes ». Instruit par les expériences du passé, confronté à de dures réalités comme ministre des Finances, stimulé par sa vision d'un avenir, il a bataillé pour faire entendre la voix – un peu perdue – des pères de l'Europe et proposer des remèdes à la crise, et pour suggérer les voies d'une relance de la construction européenne.

Avant la réunion de chaque Conseil européen, il présentait ses analyses et ses propo-

IN MEMORIAM

sitions. Rappelant combien nous étions plongés dans une profonde crise de confiance, il plaide pour que l'UEM soit un véritable acteur, pour qu'elle dispose d'instruments propres afin de mener une politique communautaire. Il s'agit d'être en mesure de concilier le retour à la stabilité, tout en soutenant une stratégie de croissance, de manière à répondre à la double critique des marchés réclamant la diminution de l'endettement public et privé et s'alarmant, dans le même temps, des risques de stagnation économique en cas de trop grande rigueur budgétaire.

Comme illustration de ses thèses, il demandait que l'Union européenne (à vingt-sept) se donne pour son budget les moyens qui soient à la hauteur de ses ambitions, étant donné que le recours à l'argent communautaire permettrait d'optimiser davantage les efforts que les dépenses budgétaires nationales. On sait,

hélas, ce qu'il en est actuellement par la volonté de certains pays.

Tommaso Padoa-Schioppa était visionnaire, mais aussi réaliste, grâce à sa maîtrise des données économiques et financières. Sa parole demeurera vivante pour ceux qui voudront sortir vraiment de l'euroscepticisme sous toutes ses formes.

Au-delà de la crise de l'euro, c'est à la crise de la conscience européenne qu'il s'adressa en ces termes :

« La seule manière de retrouver une souveraineté est de la partager et de la recomposer à ce niveau cohérent avec la dimension du problème commun à résoudre. »

JACQUES DELORS

TOMMASO PADOA-SCHIOPPA DANS COMMENTAIRE

<i>La crise économique. Crise de l'exogénéité ou incapacité d'affronter le risque ?</i>	n° 22	Été 1983
<i>Union monétaire et concurrence des monnaies en Europe</i>	n° 54	Été 1991
<i>Les enseignements de l'aventure européenne</i>	n° 87	Automne 1999
<i>Comment expliquer l'euro à Washington ?</i>	n° 94	Été 2001
<i>Changer de perspective</i>	n° 125	Printemps 2009
<i>Demos et Kratos en Europe</i>	n° 129	Printemps 2010